

Or, ces chiffres, monsieur l'Orateur, nous donnent à réfléchir. Voilà les espoirs que l'on a laissés entrevoir aux jeunes Canadiens qui ont fait des sacrifices pour s'instruire. Mais le tableau est tout différent.

Le 10 décembre dernier, le Bureau fédéral de la statistique publiait des chiffres concernant la situation de l'emploi au Canada, en novembre, et sur le nombre des chômeurs actuels, et surtout sur le chômage des jeunes de 18 à 24 ans. Selon les données de cet organisme, le taux du chômage avait augmenté à 5.7 p. 100 au cours du mois de novembre, comparativement à 5 p. 100 pour le mois d'octobre. Le nombre total des chômeurs canadiens avait augmenté de 57,000 au cours du mois de novembre. Cette augmentation frappe surtout les jeunes de 18 à 24 ans, si l'on tient compte du fait qu'il y avait, à la fin de novembre 1970, 66,000 jeunes de plus en chômage au Canada qu'au mois de novembre 1969.

Voici d'ailleurs une étude plus complète du chômage chez les jeunes, telle qu'elle apparaît dans le bulletin mensuel du BFS. Voici les statistiques concernant le troisième trimestre de 1970, comparativement à celui de 1969:

CHÔMAGE SELON L'ÂGE				
	1970	1969	Taux	
14-19 ans	131,000	93,000	5.3%	3.8%
20-24 ans	99,000	61,000	12.5%	9.2%

Il s'agit donc là d'augmentations appréciables, si l'on compare les deux trimestres correspondants de 1969 et de 1970. Et si l'on pousse l'étude encore plus loin, on constate que le chômage frappe plus durement les jeunes de 14 à 24 ans que toutes les autres catégories de travailleurs.

Voici d'ailleurs d'autres statistiques démontrant qu'il ne s'agit pas d'un phénomène propre au troisième trimestre des années 1969 et de 1970. Voici les chiffres relatifs à une semaine précise, soit celle du 22 juin, pour les années 1968, 1969 et 1970, chez les jeunes de 14 à 19 ans:

Nombre de chômeurs	Taux de chômage	
	14 à 19 ans	
22 juin 1968	153,000	15.6%
22 juin 1969	144,000	14.6%
20 juin 1970	180,000	17.7%

Monsieur l'Orateur, instruits ou «non-instruits», les jeunes sont condamnés au chômage. Telles sont les conclusions des statistiques que je viens de citer, et dont faisait état la revue spécialisée *Supply and Demand*, et je cite:

Les prévisions à court terme sont les plus pessimistes. En effet, même si les autorités fédérales refusent d'émettre le moindre commentaire sur la situation, des experts affirment que le marché du travail pour les nouveaux diplômés sera à peu près inexistant au printemps.

Je cite la même revue, où l'on pouvait lire dans une livraison récente:

... que le nombre des emplois destinés aux jeunes universitaires n'a augmenté que de 3.4 p. 100 depuis 1969 alors que le nombre des diplômés connaissait un accroissement de 10 p. 100 pour la même période. Ainsi le fossé va s'élargissant et les experts ne prévoient aucune amélioration dans un avenir prochain.

Au Québec, la situation n'est guère mieux que dans l'ensemble du pays. Le Conseil économique du Canada estime, à ce sujet, que la Belle Province n'aura offert que 3,000 nouveaux emplois en 1970, tandis que les universités et les collèges spécialisés déverseront plus de 16,000 nouveaux travailleurs instruits sur le marché du travail en 1971, soit une hausse de 22 p. 100...

[M. Rodrigue.]

Selon le président du Conseil économique du Canada, une solution à court terme consisterait à hausser d'au moins 5 p. 100 chaque année le taux de croissance économique au Canada.

Il semble que c'est dans le secteur des sciences pures que les problèmes les plus sérieux se posent. Cette année, la demande de scientifiques de toutes disciplines a connu une baisse de 22 p. 100. Il faudra sans tarder accentuer l'intérêt pour la recherche scientifique dans le secteur privé si l'on veut corriger la situation.

Dans le domaine des arts, on note également une baisse qui varie entre 15 et 30 p. 100. Quant aux diplômés possédant une maîtrise, leur marché du travail connaît une baisse d'environ 20 p. 100. Enfin, les étudiants qui arrivent sur le marché du travail munis d'un doctorat ont vu leurs chances d'emploi diminuer de 25 p. 100 au cours des derniers douze mois.

Des experts affirment même que les universitaires qui se dirigent vers des études avancées en littérature, en sciences sociales et en psychologie ont fait un choix sans issue en fonction des besoins des années futures.

Ce sont les étudiants en génie qui souffrent le moins de cette pénurie d'emplois spécialisés, bien qu'il existe également des écarts dans ce secteur. Les postes disponibles en génie ont augmenté de 12 p. 100 en 1970, mais le nombre des diplômés a connu une hausse de 15.4 p. 100 durant la même période.

Voilà, monsieur l'Orateur, où nous en sommes. Telle est la situation dans laquelle se trouvent les jeunes de 18 à 24 ans qui sortent des collèges et des universités. Voilà le cul-de-sac dans lequel se trouvent les jeunes d'aujourd'hui qui ont fait les sacrifices nécessaires pour acquérir une solide formation et qui ne trouvent pas à employer leurs énergies, leurs talents et leurs connaissances, dont le pays aurait tellement besoin pour faire jouir tous les citoyens d'un niveau de vie plus élevé, en autant que nos ressources matérielles et humaines le permettent.

Mais tel n'est pas le cas. Des milliers de familles canadiennes n'ont pas le nécessaire, alors que les magasins et les entrepôts regorgent de produits de toutes sortes qui pourraient satisfaire aux besoins essentiels de toutes les familles canadiennes.

Les usines ferment ou ne produisent qu'à un taux de rendement inférieur à leur potentiel, tandis que les Canadiens, surtout les jeunes de 18 à 24 ans, qui sont prêts à consacrer leurs énergies et leurs talents à la communauté canadienne pour la faire profiter de leur savoir sont obligés de rester en chômage, d'être improductifs et, dans certains cas, de vivre au crochet de l'État.

Pourtant, monsieur l'Orateur, il reste tellement de choses à faire dans ce pays. Il me semble que nous devrions faire l'impossible pour permettre à ces jeunes de tirer parti de leurs talents.

Nous avons besoin d'habitations, d'écoles et d'universités. Un bon nombre de circonscriptions et de petites villes ne sont pas encore dotées de centres de loisir ou de centres d'accueil pour les personnes à la retraite.

On aurait besoin, dans certaines régions, de moyens de transport plus perfectionnés pour acheminer les marchandises vers les grands centres. On aurait aussi besoin de centres de loisirs, de bibliothèques, et que sais-je encore.